

Face aux attaques patronales et gouvernementales : pas question d'accepter les sacrifices !

300 000 emplois sont actuellement menacés dans des grandes entreprises de la chimie, de l'automobile, de la grande distribution, et chez leurs sous-traitants. Des entreprises qui accumulent pourtant des profits, grâce au travail de ces salariés qu'elles veulent maintenant jeter dehors.

Les travailleuses et travailleurs produisent toujours plus, mieux, plus vite. Mais qui en profite ? Les patrons, qui imposent toujours plus de sacrifices : licenciements, augmentation des cadences et du temps de travail ou pertes de salaire. L'entreprise de verrerie Saverglass, a ainsi proposé, après des mois de chômage partiel, la baisse des salaires de 5 % !

Le gouvernement n'est pas en reste dans la fonction publique, avec les trois jours de carence et les suppressions de postes. Apprenant que le patron milliardaire Elon Musk était chargé par Donald Trump d'anéantir des emplois publics par milliers, le ministre français de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, s'est fendu d'un message de félicitations sur les réseaux sociaux : qui se ressemble s'assemble.

Et voilà que le Sénat a déposé un amendement à la loi de finances de la Sécu qui obligerait les salariés à travailler sept heures de plus gratuitement. Proposition que le ministre de l'Économie trouve « intéressante » et « judicieuse » !

Devant la colère des salariés, le Premier ministre fait les gros yeux aux groupes qui licencient tout en faisant des bénéfices et en empochant les aides publiques, les Auchan, Stellantis et autres Michelin. Mais c'est bien pour rembourser ces milliards de cadeaux que Barnier veut faire passer 60 milliards d'économies dans le budget 2025.

Tous ensemble !

Des grèves sont en cours ou ont eu lieu contre les licenciements, comme chez Valeo à La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), Vencorex au Pont-de-Claix (Isère), Michelin à Cholet (Maine-et-Loire), MA France à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)...

D'autres concernent les salaires, comme chez H&M ou dans l'entreprise de nettoyage Atalian dans les

Bouches-du-Rhône, ou dans certaines filiales Keolis dans l'Allier, l'Hérault, l'Oise, les Yvelines et le Val-d'Oise.

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une grève débutera le 11 décembre à la SNCF contre son démantèlement. Entre-temps, les agriculteurs devraient aussi être mobilisés...

Le gouvernement et le patronat essaient de nous isoler et de nous monter les uns contre les autres. Nous devons nous armer contre toutes les tentatives de division, que ce soit entre salariés du public et du privé, ou entre salariés des différents pays. Ce n'est pas en fermant les frontières au nom du « protectionnisme » que l'on empêchera le patronat d'exploiter et de licencier. Leur plus grande peur est que nos luttes convergent, que les salariés menacés de licenciement se coordonnent, que des actions communes soient décidées par les grévistes.

La seule solution, c'est de nous battre, ensemble, à l'image du mouvement contre la vie chère qui touche la Martinique depuis deux mois.

Alors oui, chaque journée de lutte doit devenir un point de ralliement et être une étape dans la construction de la lutte collective ! C'est la seule voie pour arracher l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail sans perte de salaire, des augmentations à la hauteur de l'inflation, l'embauche définitive des précaires et des emplois partout où ils manquent cruellement, pour des services publics de qualité, notamment dans les transports, la santé et l'éducation.

C'est nous qui faisons tourner la société, c'est à nous de décider !

Le gouvernement tente le passage en force sur le Service médical

Alors que la CNAM attend les conclusions de l'expertise demandé par les élus du CSE-C pour passer son projet de fermeture du Service Médical, le gouvernement prend le relais en tentant de faire passer en douce (et de manière très sale) des amendements dans le PLFSS et ainsi acter dans la loi la disparition du SM.

Les salariés n'ont pas dit leur dernier mot. Des actions de grève vont être soumis à la discussion afin d'enterrer ce projet qui, rappelons-le, forcerait 7000 travailleurs à changer d'activités, de métier et d'employeurs. Le patron de l'assurance maladie n'a rien à envier à celui de Michelin !

Grève contre la classification

Une Grève d'une heure sur la pause méridienne est organisée chaque jour de cette semaine. Cette Grève est en réaction à la proposition finale de l'UCANSS sur la nouvelle classification. S'il est prévu de revaloriser un peu les salaires à l'embauche, quasiment rien n'est prévu pour les salariés avec de l'ancienneté. Ça fait des années qu'on attend une augmentation qui suive à minima l'inflation.

Seule une augmentation significative de la valeur du point peut le permettre. Nous en avons marre d'attendre. Alors, soyons massivement en grève cette semaine et après.

Barnier tape encore dans la poche des chômeurs

Alors que la liste des plans de licenciement s'allonge, le gouvernement Barnier veut « économiser » encore 400 millions sur le budget de l'assurance chômage. Il s'attaque cette fois aux seniors : l'âge pour toucher une indemnisation longue est relevé de deux ans, après la récente contre-réforme des retraites. De plus, tous les chômeurs vont perdre cinq à six jours d'indemnisation par an. Et il se trouve des directions syndicales pour signer de tels reculs, au lieu d'aller arracher les profits des groupes capitalistes et des ultra-riches...

Chlordécone : un petit espoir pour les victimes ?

Pendant des années, les populations de la Martinique et de la Guadeloupe ont été empoisonnées par le chlordécone, un puissant insecticide utilisé massivement dans les bananeraies, qui a fini par infecter les sols et les zones côtières. Il faudra plusieurs siècles pour épurer les sols les plus touchés. Alors que le produit avait été interdit dès 1976 aux États-Unis, il a continué à être utilisé aux Antilles françaises jusqu'en 1993 avec la complicité des autorités. Depuis des décennies, les victimes tentent d'obtenir réparation et de traduire en justice les fabricants et ceux qui ont répandu ce poison. Jusqu'ici sans succès, la justice ayant prononcé un non-lieu fin 2022. Mais, petite lueur d'espoir, la cour d'appel de Paris vient d'accepter une question prioritaire de constitutionnalité posée par l'un des avocats des parties civiles, ce qui pourrait rouvrir le dossier. Mais la lutte sera encore longue...

Mauvaise note pour « Arpège »

5000 assurés des CPAM de Vendée et de Loire Atlantique se retrouvent sans aucun versement d'indemnités journalières depuis plus d'un mois ! Donc, pas de salaire, ni de revenu de remplacement pour ces personnes. Un nouveau logiciel, « Arpège », utilisé sur ces départements bloquerait le versement des IJ.

Bloquer les versements des IJ, voilà une sacrée source d'économie dans un contexte de resserrement des budgets !

Un énième logiciel pondu par la CNAM

Fatôme se veut rassurant, il compte étendre l'utilisation d'« Arpège » à l'ensemble des caisses.

Il peut se le permettre car ce n'est, ni lui qui a besoin de ces versements, ni lui qui doit gérer les blocages et ratés de ses « solutions innovantes » auprès des assurés légitimement en colère.

A la SNCF aussi, on transfère les travailleurs.ses !

Les affreux cheminots vont-ils de nouveau prendre la France en otage pendant les fêtes de fin d'année ? À peine les directions syndicales ont-elles mis dans le paysage la possibilité d'une grève reconductible à compter du 12 décembre que les grands médias, comme à leur habitude, répétaient en boucle la même vieille rengaine.

En réalité, ce sont 6 000 cheminotes et cheminots qui vont se voir être transférés dans d'autres entreprises que la SNCF dans les prochains mois. Et plusieurs centaines d'autres qui vont être transférés à des filiales de la SNCF ou de Transdev, sous peine de licenciement !

L'objectif de ces transferts est clair : briser les conditions de travail à la SNCF qui sont vu comme un frein à la productivité. Alors que la SNCF est la compagnie la plus rentable d'Europe !

MANIFESTATION

**VIOLENCES SEXISTES ET CAPITALISTES,
SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE
URGENCE RÉVOLUTION !**

SAMEDI 23/11, 14H, GARE DU NORD

RÉUNION PUBLIQUE

**COMMENT LE CAPITALISME ET LE PATRIARCAT
CULTIVENT LES VIOLENCES SEXISTES ET SOCIALES
CONTRE LES FEMMES ET COMMENT EN FINIR ?**

**SAMEDI 23/11 (APRÈS LA MANIF), 19H
177 RUE DE CHARONNE**